

Biarritz reçoit, la boule au ventre P.40

Pyrénées-Atlantiques

Non à la précarité énergétique Pages 14-15

CAMBO, offre rare sur le secteur.
A deux pas des termes et du centre du bourg



255 000€

Villa plain pied T4
Terrain 550m²

Pour plus de renseignements 06.10.56.86.97

VENDREDI 14 OCTOBRE 2016 - 1,10€
www.sudouest.fr



En 2015, le total des demandes d'asile a progressé de 23,6 %, pour dépasser le nombre de 80 000 dossiers.

PHOTO ARCHIVES AFP

Immobilier

La SNCF a des projets par wagons

L'entreprise publique cherche de futurs occupants intéressés par ses locaux vacants. Pages 10 et 11

Primaire de la droite

Touss'engagent à soutenir le vainqueur P.8

Dylan, de la contre-culture au Nobel

LITTÉRATURE Premier chanteur nobélisé, il est récompensé pour « avoir créé, dans le cadre de la tradition de la musique américaine, de nouveaux modes d'expression poétique ». Pages 4 et 53



Bob Dylan sur scène en 2012. Le nouveau Nobel est l'auteur d'une quarantaine d'albums. PH. ARCHIVES AFP

Région : où seront accueillis les migrants

NOUVELLE-AQUITAINE La région attend l'arrivée de 900 réfugiés issus du démantèlement de la « jungle » de Calais. « Sud Ouest » publie la carte des premiers centres d'accueil. Pages 2 et 3



LE 14 OCTOBRE 2016

ENDIVES 1 KG
ORIGINE FRANCE

1€
.29
le kg

E.Leclerc Montauray, vous simplifie la vie à petits prix !

Le fait du jour

Quand la région ouvre s

SOLIDARITÉ La seconde vague de réfugiés délogés de la « jungle » de Calais est attendue dans la région la semaine prochaine. L'hiver dernier, le village basque de Baigorri a accueilli 48 migrants avec une chaleur qui détonne. Reportage

CALENDRIER Le plan national de relocalisation temporaire des migrants de Calais prend forme : 900 places sont prévues en Aquitaine, en plus des 450 déjà occupées depuis l'an dernier. Les réfugiés, qui doivent être fixés sur leur statut fin mars, arriveront entre la semaine prochaine et la fin de l'année.

PIERRE PENIN
p.penin@sudouest.fr

Hier les pains au chocolat, le voile et le burkini, aujourd'hui nos ancêtres les Gaulois, demain sans doute minarets ou baklavas... Quand le « débat » politique touille pareille galimafrée, faut-il s'étonner des « pas de ça chez nous » scandés samedi dernier dans le Var, l'Essonne ou la Gironde ? Quelques centaines de citoyens y ont dit leur refus de recevoir des migrants en provenance de Calais.

« La presse donne trop la parole à ceux qui ont peur », estime Bernadette Mousques. L'adjointe au maire de Saint-Étienne-de-Baigorri ne professe pas de nobles principes à l'usage des autres : l'hiver dernier, le village basque aux 1 600 habitants a accueilli 48 migrants. À sa demande.

Il s'agissait déjà de la « jungle ». Pas encore de son « démantèlement ». Il fallait alors « désengorger ». L'élue se

souvent de 1993. Les Balkans brûlent. Les Bosniaques fuient. « Baigorri avait accueilli 25 familles, 190 personnes. C'était déjà au Village vacances famille. Ils étaient restés presque un an. » Vingt-trois ans plus tard, des Syriens, Afghans, Soudanais, Érythréens, Irakiens... s'entassent sur des esquisse que charrie la Méditerranée. Le VF est toujours là. « J'ai soumis l'idée au Conseil municipal. Ça a un peu jeté un blanc. Et puis chacun y est allé de son souvenir de 1993. » Les frilosité ont vite été mises de côté. « Il n'y a pas eu de bémol. »

Le violon d'Arvin

« Cette unanimité des élus, c'est essentiel », appuie Jean-Daniel Elchirry. Il dirige Atherbea, l'association chargée d'organiser l'accueil. « Le volontarisme de l'autorité donne de la légitimité. La municipalité avait anticipé les réticences. » Il y en a eu. Le maire, Jean-Michel Coscarat, y a répondu par une lettre diffusée dans tous les

« Randonnée, pelote basque... Peu importe, au final. Les réfugiés se sentent considérés »

foyers. « Il restera toujours des irréductibles », sait Bernadette Mousques. « Ils regardent leurs chaussures aujourd'hui. » Toutefois quand les premiers migrants arrivent, le 16 novembre 2015, elle redoute un rejet massif : « C'était trois jours après le Bataclan... »

Au lieu de cela, une cinquantaine de bénévoles se relaient auprès d'Atherbea. Madeleine Petricorena, 75 ans, en fait partie. « Disons que

c'est la tradition familiale. » Depuis la guerre, où son père pasteur « faisait passer des Juifs », les sautes géopolitiques ont toujours amené des exilés dans la maison familiale. « Je suis infirmière. À l'époque des Bosniaques, je suis venue faire des vaccins. »

L'hiver dernier, pour les « Calaisiens », elle improvise des cours de français. Quand Arvin, un Kurde d'Iran, demande un violon, elle dégage l'instrument. « Il est maintenant dans une structure pour jeunes en Béarn. Il rentre au conservatoire de Pau. »

La musique et le foot sont un peu l'espérance du monde. « Ça revenait toujours. » Arbil, une autre bénévole, assure l'entremise avec le club de ses enfants. La sélection (très) internationale des migrants affronte bientôt les seniors de Garazi. Le Biarritz Olympique fournit des maillots de rugby. Randonnées, pelote basque, cinoche... Peu importe au final. Les réfugiés de Baigorri se sentent considérés.

Trois palettes

« C'est le simple respect des gens qui s'exprime », insiste Jean-Daniel Elchirry. « Cela passe aussi par l'hébergement. Il faut des conditions satisfaisantes d'accueil. » Ni parage ni relégation. Éviter les dortoirs, la promiscuité use les meilleures compositions.

Les migrants de Baigorri sont repartis au bout de trois mois. La plupart ont formulé une demande d'asile et patientent dans des Cda (1). « Ils me donnent quotidiennement des nouvelles », souligne Madeleine Petricorena. Pas toujours bonnes. La dizaine transférée au centre



Janvier 2016, les réfugiés kurdes dansent pour les habitants de Saint-Étienne-de-Baigorri. PHOTO JEAN-DANIEL CHOPIN / SUD OUEST

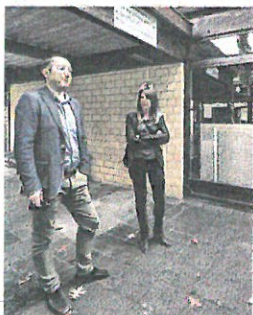
de Noyon décrit des conditions loin des standards baigorriens.

Bernadette Mousques déplore les crispations sur la question de l'accueil. « On l'a fait et ça ne nous a pas paru insurmontable. » Quand elle a entendu « cette histoire de référendum » à Allex (2), elle a pris sa plume et écrit au maire : « Je pense que c'est créer de la division. Dans mon courrier, je ne donne pas de leçons, mais

je dis à quel point ça peut être une belle expérience. » Douleuruse, aussi. « On souffre de leur souffrance », soupire Madeleine. Jean-Daniel Elchirry pense que « la douceur » offerte se transmettra comme un trésor du village.

- (1) Centre d'accueil pour demandeurs d'asile.
(2) Commune de la Drôme.

« L'idée de refuser ne m'a pas effleuré »



Pascal Mora, maire de Gelos, et Alicia Frithman, au centre d'accueil encore vide.

PHOTO QUENTIN TOP

GELOS Cette commune du sud de l'agglomération paloise va accueillir bientôt 50 hommes

La réunion publique de lundi a un peu douché l'apparente harmonie qui régnait à Gelos après l'annonce, par les services de l'État, de l'arrivée de 50 migrants de Calais à la mi-octobre. La préfecture en avait fait état lors d'une conférence de presse, il y a quelques semaines. Le lendemain, le maire avait reçu quelques coups de fil indécis, il était allé voir les plus proches voisins du futur centre d'accueil et d'orientation. « Ils avaient des interrogations, c'est normal,

nous avons tenté de les rassurer. » Lundi soir, dans une salle de mairie trop petite pour accueillir la population avide de réponses, lui et le préfet des Pyrénées-Atlantiques, Éric Morvan, ont entendu des propos de « préférence nationale », des inquiétudes sur la sécurité, mais aussi des remerciements et des coups de chapeau pour cette « solidarité ».

« En élus responsables »

Gelos, 3 750 habitants, commune tranquille du sud de l'agglomération paloise, ne s'attendait pas à un tel coup de projecteur. « L'État ne nous a pas demandé notre avis. Nous sommes dans un état de droit. Nous avons acté sa décision en faisant en sorte que tout se passe bien. Refuser ?

Cette option ne m'est pas passée par la tête. Ce sont des êtres humains. Une grande partie de ma commune a connu l'émigration. Mais, attention, il n'y a pas d'angélisme. Nous allons travailler en élus responsables », confie le maire, Pascal Mora, de sensibilité de gauche, à la tête d'une majorité sans étiquette et plurielle.

Son adjointe à la vie sociale, Alicia Frithman, aide-soignante de métier, s'est tout de suite portée candidate pour faire le lien avec l'association Isard COS qui gèrera le quotidien. « Une expérience comme celle-ci, on ne la vivra pas deux fois. » L'élue a déjà été sollicitée par une quinzaine de personnes bénévoles. Surtout pour donner des cours de français, apporter des vêtements, etc. » Le futur cen-

tre d'accueil et d'orientation sera disposé dans un ancien centre d'hébergement de l'Ugcam, une branche de l'Assurance-maladie. Le domaine de 13 hectares a été mis gracieusement à la disposition de l'État. Une colonie de vacances a prêté des lits pour les 50 migrants, essentiellement des célibataires.

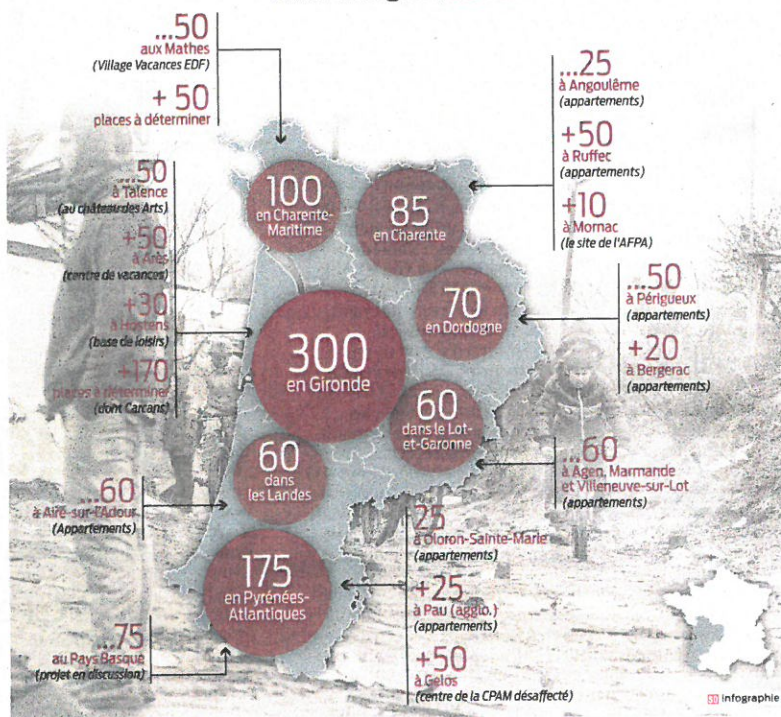
Lundi, la commission de sécurité a donné son feu vert pour la réouverture des locaux, à condition de rénover la chaudière, créer une réserve incendie et faire du nettoyage. Le tout pour un montant de 10 000 euros, pris en charge par l'État. Ce dernier donnera ensuite une enveloppe de 25 euros par migrant et par jour, dont 10 pour l'alimentation.

Odile Faure

es portes aux migrants



Environ **900 personnes** sont attendues
dans la région, **dont...**



50 infographic

Ils ne sont pas bienvenus partout

Les « migrants » ne sont pas les bienvenus partout. Depuis quelques jours que sont dévoilés les lieux de répit – centres d'accueil et d'orientation (CAO) temporaires ou appartements – choisis par les services de l'État, des élus et habitants grondent. « Aucune concertation n'a été engagée avec les élus qui, seuls, ont la légitimité démocratique », s'agace le député-maire (LR) de **ROYAN**, Didier Quentin, indigné par l'arrivée d'une cinquantaine de personnes dans le centre de vacances EDF des **MATHES**, dont il réclame la « sécurisation ». « J'ai rarement vu autant de désinvolture et d'improvisation... » Et de viser « ce gouvernement » qui « s'en remet à des associations, peu représentatives, dans la plus grande opacité ! » à **COGNAC** (Charente), le FN manifestera demain matin contre le projet d'accueillir 25 personnes. À **ARÈS**, sur le bassin d'Arcachon, près de 400 antiracistes se sont mobilisés la semaine dernière. Le Conseil municipal avait déjà dit « non » à l'accueil de 50 personnes. Souvent, quand des réunions publiques sont organisées, comme à **TALENCE** (Gironde), elles sont houleuses.

Pêle-mêle, on prend les centres temporaires pour de « nouveaux camps » comme à Calais, on craint des agressions « comme à Cologne »... « Accepter des clandestins dans la région, c'est ouvrir la porte à une invasion », a carrément lâché la conseillère régionale frontiste Edwige Diaz, lors d'une manifestation à **BORDEAUX**. Dans plusieurs villes de la région, les élus FN tentent de faire signer leur charte. « Ma ville sans migrants »... Début septembre, la mairie de **BERNAY-SAINT-MARTIN** (Charente-Maritime), qui devait accueillir une quinzaine de réfugiés sans rapport avec Calais, a organisé une consultation de la population : 188 voix contre, 88 pour, et « Ce débat a posé des clivages dans le village », admet Alain Boinot-Rivière, la maire. Favorable à l'accueil, elle assume le vote. Même si c'est il y a eu des paroles odieuses et outrancières...



Didier Quentin, député-maire de Royan.

PHOTO SAMUEL HONORÉ

Des demandes en forte hausse

ASILE Le nombre de dossiers déposés a bondi à 80 000 l'an passé. La tendance se poursuit en 2016

L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) est à flux tendu. En 2015, le total des demandes de protection (d'asile, pour dire vite) a progressé de 23,6 % pour dépasser 80 000 dossiers. Il y en avait moins de 65 000 en 2014 et moins de 50 000 en 2009. La tendance à la hausse ne s'interrompt pas cette année. De janvier à août, on enregistre une augmentation de 19,3 % des demandes.

En 2015, près de 20 000 étrangers ont décroché l'asile en France, un nombre en augmentation de 33,7 % par rapport à 2014. Au 31 décembre, le délai moyen de traitement des demandes dépassait quatre mois. Ceux qui ont introduit un dossier à l'Ofpra peuvent en théorie bénéficier d'une place en Cada, les centres d'accueil pour demandeurs d'asile.

Le cas particulier de Calais

Ces statistiques ne dévoilent que la partie émergée des migrations. Certains migrants ne déposent pas de dossier de demande d'asile parce qu'ils se savent ressortissants de pays considérés sûrs par la France. À titre d'exemple, le Sénégal et le Bénin émergent dans cette catégorie sur la

liste révisée d'octobre 2015. D'autres migrants ne font pas de la France leur priorité. C'est historiquement le cas à Calais, où les campements ont prospéré depuis vingt ans parce que le Calaisis figure la fin de la route terrestre avant la Grande-Bretagne. C'est moins vrai aujourd'hui, de nombreux étrangers séjournant dans la fameuse « jungle » après avoir renoncé au rêve anglais.

Des centres pour réfléchir

Les structures dont on parle ces temps-ci, dans l'optique du démantèlement de la "jungle" de Calais et de ses 5 000 à 10 000 habitants, veulent répondre à cette situation particulière. Les CAO, les centres d'accueil et d'orientation, sont pensés pour héberger des migrants sans considération de leur statut : réfugiés (ils ont obtenu l'asile), demandeurs d'asile ou non.

Concernant ces derniers, les CAO doivent dispenser encadrement et conseils de manière à ce qu'ils « reconsidèrent leur projet d'immigration vers le Royaume-Uni », selon le ministère de l'Intérieur. Et qu'ils déposent une demande d'asile en bonne et due forme sans repartir à



Calais, dernière étape avant la Grande-Bretagne. PHOTO AFP

Calais. Pour chacun des candidats, la suite est hypothétique. En 2015, Syriens et Irakiens avaient de très bonnes chances d'obtenir un statut protégé. Ceci ne résulte pas d'une quelconque bonté française. Signataire de la convention de Genève de 1951, la France a l'obligation légale de protéger les personnes persécutées de par le monde.

Jean-Denis Renard

